

## ARRÊTÉ RÉGLEMENTAIRE TEMPORAIRE N° T 217/2022

AUTORISANT du 21 novembre au 25 novembre 2022, l'entreprise « VIATER » à prolonger les travaux de réfection de la chaussée et du trottoir pour le compte de l'entreprise « PROMODIM », au n° 8, rue Preschez ;

**ÉDICTANT** des mesures de police d'accompagnement pendant la durée du chantier.

Le maire de la ville de Saint-Cloud :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-2 ;

Vu le Code de la route, notamment les articles R. 417-9 à R. 417-13 ;

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 610-5 et R. 131-13 1er;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié (notamment par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992) relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté municipal permanent n° 2017-260 du 21 décembre 2017, fixant les conditions de stationnement dans l'ensemble des zones payantes aménagées dans l'emprise des voies publiques et étendant le stationnement payant résidentiel et rotatif à tout le territoire communal ;

Vu l'arrêté municipal permanent n° 2019-48 du 1<sup>er</sup> mars 2019, ajustant le périmètre des zones payantes aménagées dans l'emprise des voies publiques du territoire communal ;

Vu l'arrêté municipal n° 2020-323 du 9 septembre 2020, portant délégation de fonction et de signature à Mme Capucine du SARTEL ;

Vu le règlement de voirie approuvé par le Conseil municipal le 10 mai 2012 ;

Considérant que l'entreprise « VIATER » doit prolonger les travaux de réfection de la chaussée et du trottoir pour le compte de l'entreprise « PROMODIM », au n° 8, rue Preschez ;

Considérant que cette opération nécessite d'édicter des mesures de police conservatoires dans la zone de chantier dans le but de permettre à l'entreprise intervenante de mener à bonne fin sa mission tout en assurant la sécurité des automobilistes et des piétons ;

## ARRÊTE:

Article 1 : Du lundi 21 novembre au vendredi 25 novembre 2022 entre 9 h 00 et 17 h 00, l'entreprise « VIATER » sera autorisée à prolonger les travaux susmentionnés pour le compte de l'entreprise « PROMODIM » (mél. : chantiers.promodim@gmail.com).

**Article 2 :** Pendant la durée des travaux, les mesures de police suivantes seront applicables dans le périmètre de la voie susmentionnée touchée par l'opération :

- la circulation des véhicules automobiles sera interdite dans la rue Preschez, sauf aux riverains, entre les rues Joséphine et Gounod, entre 9 h 00 et 17 h 00 ;
- des déviations seront mises en place par l'entreprise par les rues Joséphine, de Montesquiou et le boulevard de la République ;
- la circulation des piétons sera reportée sur le trottoir côté impair ;
- le stationnement des véhicules automobiles sera interdit et déclaré gênant sur la totalité des places situées entre les n°s 6 et 8, rue Preschez.

Article 3 : La société intervenante sera tenue, par tous les moyens réglementaires de signalisation et de protection, de maintenir constamment et en toute sécurité la libre circulation des automobilistes et des piétons dans les zones de chantier. Elle aura en charge de garantir aux riverains l'accès à leur résidence et de veiller à la propreté du site.

Ladite société devra mettre en place dans les zones de travaux :

- des panneaux « Danger travaux » (A.K.5.);
- des panneaux de limitation de vitesse (B.K.14.) à 30 km/h.
- des panneaux « Rue barrée » et « Déviations ».

Article 4: 48 heures au moins avant le début du chantier, la société devra délimiter les zones interdites au stationnement des véhicules à l'aide de panneaux réglementaires de type B.6 avec bavette réglementaire.



Article 5 : Les véhicules en infraction aux dispositions du présent arrêté seront considérés en stationnement gênant et feront l'objet de procès-verbaux de contravention déférés devant les tribunaux compétents. Ils pourront être conduits au parc de la fourrière sous réserve que les services municipaux soient saisis préalablement pour chaque demande d'enlèvement.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché sur les emplacements habituels ainsi que 48 heures à l'avance sur les lieux des travaux.

Article 7 : La directrice générale des services, le directeur des services techniques municipaux, le commissaire de police, chef de la circonscription de la ville de Saint-Cloud, le responsable de la police municipale et tous les agents de la force publique seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'hôtel de ville de Saint-Cloud, le

1 7 NOV. 2022

Pour le maire de Saint-Cloud et par délégation,

Capucine du SARTEL, Adjointe au maire déléguée à la voirie, à la propreté et à la mobilité.

Publication électronique de l'acte le : 1 7 NOV. 2022

Numéro:

Ou notification de l'acte le :

Acte exécutoire le :

1 7 NOV. 2022





